

## Arrêté du maire

N° 2022-A-473

**Objet : Interdiction de consommation d'alcool sur la voie publique.**

Le maire de la commune,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-24, L 2212-1 et L 2212-2 ;

**VU** les articles R610-5 et R644-5 du Code pénal ;

**VU** les dispositions du Code de la santé publique, notamment le livre III relatif à la lutte contre l'alcoolisme ;

**VU** le Code de la route et notamment les articles R412-51 et R412-52 ;

**CONSIDERANT** l'augmentation de ramassage de verres brisés, bouteilles en plastique et de canettes d'aluminium dans certains endroits de la commune notamment dans les lieux ouverts aux enfants,

**CONSIDERANT** le danger que constituent ces détritrus pour la sécurité des piétons et des enfants,

**CONSIDERANT** que la consommation de boissons alcoolisées en réunion dans ces endroits favorise et occasionne des nuisances sonores, notamment en période nocturne sur le domaine public ;

**CONSIDERANT** que cette situation favorise en soirée et la nuit la constitution de groupes dont il convient de prévenir l'émergence ;

**CONSIDERANT** les interventions effectuées par les services de police pour ces motifs ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire l'insécurité, les troubles à l'ordre public et les accidents de la circulation en réglementant les horaires de vente d'alcool ;

**CONSIDERANT** que les expérimentations réalisées sur certains secteurs de la ville ont permis de limiter les troubles à l'ordre public,

**CONSIDERANT** la volonté de reconduire un arrêté réglementant l'interdiction de consommation d'alcool sur la voie publique,

### ARRETE

**Article 1 :** A compter de la publication du présent arrêté et ce jusqu'au 30 novembre 2022, la consommation de boissons alcoolisées ou alcooliques sur le territoire de la commune de Pontault-Combault est interdite tous les jours entre 17 heures et 8 heures dans les voies publiques, rues, places et squares énumérés ci-dessous :

- Square Lafayette
- Parking de la salle des fêtes Jacques Brel (rue du Plateau)

**Article 2 :** Cette interdiction ne s'applique pas aux lieux suivants :

- Les terrasses de cafés et de restaurants,

- Les lieux de manifestations locales où la consommation d'alcool a été autorisée.

**Article 3 :** Il est interdit de déposer et d'abandonner à même le sol tous emballages et détritux, notamment des bouteilles, packs, briques et boites métalliques.

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication, ainsi qu'une transmission au contrôle de légalité de la Préfecture de Seine-et-Marne.

**Article 6 :** Ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne
  - Monsieur le Commissaire de police de la circonscription d'agglomération de Noisiel,
  - Monsieur le Directeur général des services de la mairie de Pontault-Combault,
  - Monsieur le chef de la police municipale,
- Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :** En application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification à l'adresse suivante : 107 avenue de la République 77340 PONTAULT-COMBAULT.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » (accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

077-217703735-20220921-2022-A-473-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/09/2022



Fait en mairie, le 21/09/22

Le maire

Gilles BORD